



COMMUNIQUE DE L'USP du 29 novembre 2019

Non ! La pilule ne passe toujours pas !

Depuis l'arrivée du président Macron, le gouvernement n'a cessé de piétiner notre démocratie. Après avoir légiféré par ordonnance sur les lois d'importance (loi travail, Ma santé 2022), après avoir écarté les partenaires sociaux des négociations sur l'assurance-chômage, le gouvernement prépare une réforme majeure de notre système de retraite tout seul.

Son ambition ?

Faire converger les systèmes de retraite du public et du privé en prenant comme bouc émissaire les agents de la RATP, nantis parmi les nantis paraît-il. Avec le but ultime une retraite par points dont le seul décideur, une fois de plus, sera l'Etat puisqu'il fixera seul la valeur du point.

C'est un droit à la retraite collectif et solidaire qui est transformé en assurance retraite individuelle au taux jamais assuré.

Face à cette violence d'Etat, pas étonnant que les formes de contestation soient de plus en plus violentes. Le mouvement des Gilets Jaunes nous l'a montré.

Ce système, on le sait, renforcera la précarité des personnes au parcours professionnel haché par le chômage et la maladie.

Les praticiens hospitaliers ont déjà subi en 2008 une baisse de 30 % de leurs pensions de retraite par une modification de la valeur du point Ircantec.

L'USP appelle à la grève jeudi 5 décembre pour s'opposer à la mise en place d'un nouveau système de retraite dans lequel les partenaires sociaux et les citoyens n'ont plus leur mot à dire.

Delphine Glachant
Pascal Boissel